

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

LOI n° 2003 - 051

Portant refonte de la Loi n° 96-011 du 13 août 1996 portant désengagement de l'Etat des entreprises du secteur public

EXPOSE DES MOTIFS

Le désengagement de l'Etat à Madagascar a connu divers types de structures et divers énoncés de concepts. Les expériences ont été enrichissantes depuis les premières « privatisations » des Centres Pépinières de Reproducteurs des années 80, en passant par les privatisations effectuées sous l'égide du Comité Interministériel de Redressement des Entreprises Publiques en collaboration avec l'Association Professionnelle des Banques (ESR/APB 1985-89), par le Comité ad'hoc 1989-90 et par la Délégation Générale du Gouvernement pour la Réforme du Secteur des Entreprises Publiques (DGGP).

Avec la Loi 96-011, un nouvel énoncé et une nouvelle structure - le Comité de Privatisation - ont vu le jour.

La pratique de ces diverses expériences, la connaissance des réussites et des échecs des différents pays en matière de privatisation et, surtout une meilleure définition du cadre de Politique Economique et une meilleure pratique de la libéralisation et de la concurrence dans un contexte de mondialisation de l'économie conduisent aujourd'hui à mettre en évidence les points fondamentaux suivants :

1 - la Loi sur la Privatisation doit être régie par des principes généraux respectant :

- les dispositions de la Constitution ;
- le droit des Sociétés et du Code de Commerce (faillite et règlement judiciaire,...) ;
- les Statuts des Sociétés (organes statutaires, procédures statutaires, droits statutaires : préemption, droit d'accès,...).

2 - La Loi doit définir clairement :

- l'entreprise publique ;
- le concept de « nationaux » (personne physique ou personne morale) ;
- la transparence.

3- La Loi ne doit pas entrer dans les détails opérationnels qui relèvent plutôt du domaine réglementaire et qui peuvent être modifiés rapidement en fonction de l'évolution des choses.

4- Le programme de désengagement est parti intégrante de la politique gouvernementale.

L'organisation institutionnelle du désengagement doit privilégier le Gouvernement en tant qu'instance décisionnelle et organe de mise en œuvre de la politique définie par le pouvoir législatif.

Le Gouvernement ne peut pas transmettre cette responsabilité décisionnelle à des « préposés » non investis de pouvoir politique et ne pouvant pas directement rendre compte au pouvoir législatif.

5- La Loi doit prévoir une structure (secrétariat technique) chargée d'assurer un minimum de mécanisme d'équilibre, de coordination et de transparence, pour la sauvegarde de l'intérêt général lors du désengagement.

Ce secrétariat technique recommandera les mesures de désengagement au Gouvernement au vu des études diligentées par un groupe de travail composé des compétences des départements ministériels concernés.

Les transactions seront soumises à des normes précises qui garantissent la cession, un rendement maximum pour l'Etat, un processus équitable pour le grand public et l'assurance que l'acheteur est capable de gérer l'entreprise de façon productive.

Considérant tout ce qui précède, le Gouvernement entend faire progresser le processus de désengagement de l'Etat du Secteur des Entreprises Publiques en faisant une proposition de loi capitalisant les expériences passées pour une amélioration et une accélération de la conduite du programme de désengagement de l'Etat.

Tel est l'objet de la présente Loi.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

LOI n° 2003 - 051

**Portant refonte de la Loi n° 96-011 du 13 août 1996 portant
désengagement de l'Etat des entreprises du secteur public**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté en leur séance respective en date du 19 décembre 2003 et du 23 décembre 2003, la Loi dont la teneur suit :

Article premier .- La présente Loi définit les principes de désengagement de l'Etat du secteur des entreprises publiques.

TITRE I
DEFINITIONS

Art.2.- Sont Entreprises Publiques au sens de la présente Loi, toutes entreprises dans lesquelles l'Etat détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

Au sens de la présente Loi, les Etablissements Publics ne sont pas des Entreprises Publiques.

Néanmoins, l'Etat peut se désengager des activités confiées à des Etablissements Publics. Dans ce cas, le désengagement de l'Etat sera effectué selon les procédures définies par les statuts de ces Etablissements, éventuellement suppléées ou complétées par des textes réglementaires.

Art.3 .- Au sens de la présente Loi, on entend par « nationaux » les personnes physiques titulaires de Certificat de nationalité malgache, ou les sociétés, personnes morales, dont la majorité du capital est détenue par des actionnaires nationaux.

Sont considérés comme actionnaires nationaux les personnes morales dont la majorité du capital est détenue par des nationaux.

Néanmoins, une personne morale ne peut être considérée comme « nationale » que si son siège se trouve à Madagascar.

Art.4. - Au sens de la présente Loi, le terme « transparence » signifie la nécessité préalable d'explication dans les cahiers des charges et de publicité de toutes les mesures de faveur ou de restriction quelles qu'elles soient concernant la faculté d'une personne de se porter acquéreur, que cette personne soit physique ou morale, nationale ou étrangère.

La « transparence » ainsi définie doit régir la rédaction des cahiers des charges pour qu'il y ait impérativement une automaticité dans les adjudications sans qu'il soit besoin de recourir à de quelconques interprétations.

Art. 5. - Au sens de la présente Loi, le terme « portage » signifie le non paiement immédiat à l'Etat de certaines actions vendues à des acquéreurs privilégiés dont la qualité sera fixée par voie réglementaire.

Art. 6. - Les participations minoritaires directes ou indirectes de l'Etat, actuelles ou après une opération de désengagement, seront gérées et éventuellement cédées selon les règles du droit commun et les dispositions statutaires, sauf en ce qui concerne les participations minoritaires objet de portage.

Art. 7. - Toute prise de participation de l'Etat complémentaire dans des entreprises où il est actionnaire soit directement, soit indirectement est interdite si elle a pour effet d'augmenter son taux de participation dans l'entreprise au delà de la moitié du capital.

TITRE II DE L'INITIATIVE DU DESENGAGEMENT

Art. 8. - L'initiative du désengagement de l'Etat des Entreprises Publiques revient soit au Gouvernement, soit aux représentants directs ou indirects de l'Etat dans les organes statutaires de l'entreprise, soit enfin par les personnes habilitées par la Loi dans les cas de dissolution normale ou anticipée.

La faillite ou le règlement judiciaire se feront selon les procédures prescrites par la législation régissant le commerce.

Dans tous les cas, le Gouvernement doit en être avisé et, gardé le contrôle des décisions depuis la préparation jusqu'à la clôture de l'opération de désengagement dans le respect du droit et des statuts.

Art. 9. - Les désengagements de l'Etat des Entreprises Publiques déjà décidés avant l'entrée en vigueur de la présente Loi seront poursuivis. Les modalités pratiques de désengagement seront adaptées à la présente Loi et à ses

textes d'application.

TITRE III MECANISME DE DESENGAGEMENT

Art. 10. - Les mécanismes considérés comme étant un désengagement de l'Etat sont les ventes d'actions, les ventes d'actifs, les augmentations de capital avec renonciation des droits préférentiels de souscription de l'Etat, directement ou indirectement, l'émission d'obligations convertibles en actions, la liquidation amiable ou judiciaire, la fusion ou la scission.

Cette liste n'est pas limitative, mais dans tous les cas, la mise en location gérance n'est pas considérée comme un désengagement de l'Etat.

Art. 11. - La concession de service public suite à la dissolution d'Etablissements Publics ou l'abandon par l'Etat de l'exercice direct d'une activité de service public relève de la compétence du Gouvernement sur initiative et avec la participation du Ministère de Tutelle Technique.

TITRE IV DES PRODUITS DU DESENGAGEMENT

Art. 12. - Au sens de la présente Loi, les produits du désengagement de l'Etat sont les produits nets obtenus après règlement total du passif, règlement des taxes sur plus value ou des autres charges fiscales, règlement des frais de justice, des autres frais d'intermédiation.

Art. 13. - Les produits du désengagement de l'Etat concernant ses participations directes seront versés dans un compte spécial du Trésor.

Art. 14. - Les produits du désengagement de l'Etat des Entreprises Publiques concernant ses participations indirectes restent la propriété des personnes morales de droit public ou privé détentrices des titres.

TITRE V ORGANISATION INSTITUTIONNELLE DU DESENGAGEMENT

Art. 15. - Le Gouvernement est chargé de conduire la politique et la réalisation du désengagement de l'Etat du secteur des Entreprises Publiques et des activités de service public.

A cette fin, le Gouvernement est assisté d'un Secrétariat Technique dont l'organisation et le fonctionnement sont fixés par Décret en Conseil du

Gouvernement.

Art.16. - Le Secrétariat Technique est en outre chargé de la coordination et du suivi des processus de désengagement.

TITRE VI DES INCOMPATIBILITES

Art. 17. - Etant des acquéreurs d'Entreprises Publiques potentiels, les membres du secteur privé ne peuvent faire partie d'aucune structure décisionnelle concernant le désengagement de l'Etat que le Gouvernement pourrait mettre en place.

Art. 18 .- Ni les membres du Secrétariat Technique, ni leurs ascendants, ni leurs descendants, ni leurs collatéraux, ni leur conjoint ne peuvent se porter acquéreurs d'actifs ou d'actions d'Entreprises Publiques desquelles l'Etat se désengage.

Dans le cas où ils souhaitent se porter acquéreurs, ils doivent démissionner de leur fonction dès le commencement de la procédure de désengagement de l'Etat.

TITRE VII LITIGE

Art. 19. - Tout litige né directement ou indirectement du désengagement de l'Etat prévu dans la présente Loi, sauf en ce qui concerne le désengagement issu d'une procédure judiciaire est soumis à l'arbitrage, à l'exception de la compétence des tribunaux répressifs.

Art. 20 .- Les actes de désengagement doivent à cet effet comporter une clause compromissoire.

TITRE VIII PORTAGE

Art. 21. - Le paiement par les acquéreurs du prix des actifs ou des actions se fait au comptant.

Toutefois, les nationaux, personnes physiques ou morales et les salariés des Entreprises Publiques desquelles l'Etat se désengage peuvent bénéficier, pour au plus 50% des montants à payer, de délais de paiement.

Ces délais et les modalités de paiement seront fixés par voie réglementaire.

Art. 22 .- Le transfert des titres de propriété ne pourra se faire qu'auprès paiement intégral du prix des actifs. Le produit de l'exploitation et la responsabilité des actifs requis sont au profit ou à la charge de l'acquéreur dès le transfert physique des actifs.

Art. 23 .- Le transfert des actions aux acquéreurs ne se fera qu'au fur et à mesure du paiement de ces actions.

Les dividendes relatifs aux actions non payées seront la propriété des acquéreurs mais ne leur seront pas versés avant paiement de ces actions.

Les droits de votes liés aux actions non payées sont conservés par l'Etat jusqu'à paiement de ces actions.

Art. 24 .- Les modalités de gestion du portage défini dans les articles précédents seront déterminées par voie réglementaire.

TITRE IX DISPOSITION DIVERSES

Art. 25 .- Des Décrets fixent, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente Loi.

Art. 26 .- Toutes dispositions légales ou réglementaires contraires à la présente Loi sont abrogées notamment les lois 96-011 et 96-012 du 13 août 1996 et leurs textes d'application.

Art. 27 .- La présente Loi s'applique dès sa publication à toute procédure de désengagement de l'Etat à l'exception du secteur bancaire.

Art. 28 .- Le Gouvernement prendra en tant que de besoin toutes les mesures nécessaires pour empêcher tout acte entravant le fonctionnement normal de l'Entreprise Publique de laquelle l'Etat se désengage.

Les Entreprises Publiques desquelles l'Etat se désengage doivent recevoir l'avis du Gouvernement pour toute vente d'éléments d'actifs immobilisés, toute location d'éléments d'actifs à des tiers, tout consentement de prêts à court, moyen ou long terme et, tout emprunt autre que celui couvrant des besoins normaux de trésorerie.

Art. 29.- En raison de l'urgence et conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Ordonnance n° 62-041 du 19 septembre 1962 relative aux dispositions générales de droit interne et de droit international privé, la présente Loi entre immédiatement en vigueur et fera l'objet d'une publicité par tous les moyens notamment par émission radiodiffusée ou affichage, indépendamment de son insertion au Journal Officiel de la République.

Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Antananarivo, le 23 décembre 2003

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE, LE PRESIDENT DU SENAT,

LAHINIRIKO Jean

RAJEMISON RAKOTOMAHARO

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana

ANTENIMIERAMPIRENENA

VOLAVOLAN-DALANA LAHARANA FAHA -052/2003
Isitahan'ny Fanjakana amin'ireo orinasam-panjakana

FAMELABELARANA NY ANTONANTONY

Ny fisitahan'ny Fanjakana teto Madagasikara dia nahitana rafitra sy fiheverana ankapobeny isan-karazany. Ny fanandramana natao dia nahitam-bokatsoa nanomboka ny fanomezana ho an'olon-tsootra tany amin'ny taona 80 tany ho any ireo foibe fikolokoloana ireo zana-kazo, ka hatramin'ny fisitahan'ny Fanjakana natao teo ambany fiarovan'ny komity fanarenana ny orinasam-panjakana niraisan'ireo Minisitery isan-tokony niaraka tamin'ny Fikambanan'ireo matihanina ao amin'ny Banky (ESR / APB 1985 -89) izay niandraiketan'ny komity manokana tamin'ny 1989-90 sy ny Delegasiona Jeneralin'ny Governemanta misahana ny fanavaozana ny sehatr'ireo orinasam-panjakana (DGGP).

Niaraka tamin'ny lalàna laharana faha 96-011 dia laza vaovao sy rafitra vaovao no teraka dia ny komity misahana ny fisitahan'ny Fanjakana tamin'ireo orinasam-panjakana.

Ny fampiharana ireo fanandramana isan-karazany, ny fahafantarana ireo fahombiazana sy ny tsy fahombiazana hita tamin'ireo firenena mikasika ny fampiharana ny fisitahan'ny Fanjakana, ary indrindra ny fahaizana namaritra ny Politika ara-toekarena sy ny fahaizana nampihatra ny fahalalana sy ny fifaninanana tao anatin'ny fanatontoloana ara-toekarena dia nampivoitra ireto zavatra manaraka ireto :

Ny Lalàna mikasika ny fisitahan'ny Fanjakana dia tsy maintsy manaraka ireto foto-kevitra ankapobe manaja :

- ny Lalàmpanorenana ;
- ny Lalàna mifehy ireo fikambanan'orinasa sy ny fehezana-dalàna mifehy ny varotra (« faillite et règlement judiciaire... ») ;
- ny sata mifehy ireo fikambanan'orinasa (rantsa-mangaika, paika, zo mifanaraka amin'ny sata : « préemption, droit d'accès... »).

Ny Lalàna dia tsy maintsy mamaritra mazava :

- ny orinasam-panjakana ;
- ny fiheverana ny atao hoe « olom-pirenena » (olon-tsotra na fikambanana manan-jo sy sata eo anatrehan'ny lalàna) ;
- ny mangarahara.

Ny Lalàna dia tsy tokony hiditra amin'ny antsipiriany izay azo ovàna araky ny fivoaran'ny toe-draharaha.

Ny fandaharan'asa momba ny fisitahan'ny Fanjakana dia ao anatin'ny manontolo amin'ny politikan'ny Governemanta.

Ny fandaminana araka ny lalàna ny fisitahan'ny Fanjakana dia tsy maintsy manome tombondahiny ny Governemanta amin'ny maha fahefana mpanapaka sy rantsa-mangaika mpanatanteraka azy ny politika nofaritan'ny fahefana mpanao lalàna azy.

Ny Governemanta dia tsy afaka mamindra izany andraikitra mahapanapaka azy izany amin'ireo « tompon'andraikitra » tsy manana fahefana ara-politika ka tsy afaka manao tatitra amin'ny fahefana mpanao lalàna.

Ny Lalàna dia tsy maintsy maminavina mialoha rafitra (sekretaria teknika) hiantoka ny fifandanjan'ny fomba fiasa, ny fandrindrana sy ny fangaraharaha, mba ho fitandroana ny tombotsoan'ny rehetra mandritra ny fisitahan'ny fanjakana.

Io Sekretera Teknika io no mametra ireo fepetra momba ny fisitahan'ny Governemanta araka ireo fandinihana notarihin'ireo tangongon'asa ahitana ireo manam-pahaizana ao amin'ireo departemantan'ireo ministera voakasika.

Ny fifampiraharaha dia tsy maintsy manaraka fitsipika mazava izay miantoka ny famindrana, fahazoana vokatra lehibe ho an'ny Fanjakana, fandroso marina ho an'ny sarambagem-bahoaka sy ny fahafahan'ny mpividy hitantana ny orinasa araka ny tokony ho izy.

Rehefa nandinika tsara ireo voalaza etsy ambony, ny Governemanta dia mihevitra ny hampanandroso ny fizotry ny fisitahan'ny Fanjakana eo amin'ny sehatra mahakasika ny orinasam-panjakana amin'ny alalan'ny fanaovana volavolan-dalàna mifototra amin'ireo traikefa tany aloha mba ho fanatsarana sy fanafainganana ny fandaharan'asa mikasika ny fisitahana ny Fanjakana.

Izany no votoatin'ity Volavolan-dalàna ity.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana

ANTENIMIERAMPIRENENA

VOLAVOLAN-DALANA LAHARANA FAHA 052/2003

Anovàna ny lalàna laharana faha 96-011 tamin'ny 13 aogositra 1996
isitahan'ny Fanjakana amin'ireo orinasam-panjakana

Nolanian'ny Antenimierampirenena tamin'ny fivoriana izay nataony ny faha -19 desambra 2003, izao volavolan-dalàna manaraka izao :

Andininy voalohany - Ity Lalàna ity dia mamaritra ny foto-kevitra ny fisitahan'ny Fanjakana amin'ny sehatr'ireo orinasam-panjakana

FAMARITANA

Andininy 2 - Heverina fa orinasam-panjakana arak'ity lalàna ity ireo orinasa izay ananan'ny Fanjakana mivantana na tsy mivantana renivola mihoatra ny antsasany.

Ireo antokon-draharaham-panjakana dia tsy orinasam-panjakana araka ity Lalàna ity.

Na dia izany aza, ny Fanjakana dia afaka misitaka amin'ireo asa aman-draharaha nankinina tamin'ireo antokon-draharaham-panjakana. Raha izany, ny fisitahan'ny Fanjakana dia atao araky ny paik'ady faritan'ireo satan'ireo antokon-draharaha ireo, izay mety ovaina na fenoin'ny fitsipi-pitondrana.

Andininy 3 - Araka ity Lalàna ity, ny atao hoe “olom-pirenena” dia ireo olon-tsotra mizaka ny zom-pirenena Malagasy, na ireo fikambanan'orinasa, fikambanana mizaka zo aman'andraikitra, ka izay manana ny ankabeazan'ny renivola ampiasaina dia an'ireo mpanana ny petrabola Malagasy.

Heverina ho toy ny mpanana petrabola malagasy ireo fikambanana mizaka zo aman'andraikitra izay ny ankabeazan'ny renivola ampiasaina dia an'ireo mpanana petrabola malagasy.

Na dia izany aza, ireo fikambanana mizaka ny zo aman'andraikitra dia tsy heverina fa olom-pirenena raha tsy manana ny foibeny eto Madagasikara.

Andininy 4 - Araka ity Lalàna ity ny teny hoe “mangarahara” dia midika fanazavana mialoha ao anatin'ny bokin'andraikitra sy ny fampahafantarana ny besinimaro ireo fepetra manome tombotsoa na tsy mikasika ny fahafahan'ny olona mividy na olon-tsotra na fikambanana mizaka zo aman'andraikitra, teratany na vahiny.

Ny “fangaraharana” araka ny famaritana etsy ambony dia mifehy ny fandrafetana ny bokin'andraikitra mba hampisy fihetsitena ao amin'ny fandraiketam-barotra mba tsy hilana fanazavan-kevitra hafa .

Andininy 5 - Araka ity Lalàna ity, ny teny hoe “portage” dia ny tsy fandoavana avy hatrany amin'ny Fanjakana ny sasany amin'ireo petrabola namidy amin'ireo mpividy nomena tombotsoa manokana.

Andininy 6 - Ny fandraisan' ny Fanjakana anjara kely mivantana na tsia, mandritra na aorian'ny fisitahana dia atao araky fehezan-dalàna iraisana sy ireo fepetra voalazan'ireo sata mifehy ny orinasa afa-tsy ny fandraisana anjara kely voakasiky ny fitondrana.

Andininy 7 - Tsy azo ekena ny fandraisan'ny Fanjakana anjara mivantana na tsia amin'ireo orinasa ananany petrabola raha toa ka mampitombo ny taham-pandraisany anjara mihoatra ny antsasan'ny renivola izany.

MOMBA NY FITSARANA NY FISITAHANA

Andininy 8 - Ny fitsarana ny fisitahan'ny Fanjakana dia anjaran'ny Governemanta na ireo solontenam-panjakana mivantana na tsia ao anatin'ireo rantsa-mangaika hita ao amin'ny orinasa, na koa ireo olona nomenn'ny lalàna fahefana raha toa ka misy fandavana mialoha na ara-potoana.

Ny tsy fahaloavan-trosa na ny fanefan-trosa didian'ny fitsarana dia atao araka ireo paika ady voalazan'ny fehezan-dalàna momba ny varotra.

Ny Governemanta dia tsy maintsy ampahafantarina ny zava-mitranga rehetra ary tompon'ny fanapahan-kevitra hatrany am-boalohany ka hatramin'ny famaranana ny ny fisitahana ao anatin'ny fanarahana ny lalàna sy ny sata no anaovany izany.

Andininy 9 - Tohizina ny fisitahan'ny Fanjakana amin'ireo orinasam-panjakana efa notinapaka talohan'ny namoahana hanan-kery ity lalàna ity.

Ny fombafomba fanao amin'ny fisitahana dia ampanarahina ny fepetra voalazan'ity lalàna ity sy ireo fitsipika fampiaharana azy.

NY FIRAFITRY NY FISITAHANA

Andininy 10 - Ireo firafitra heverina ho toy ny fisitahan'ny Fanjakana dia ireo fivarotam-petram-bola, ireo fivarotam-pananana, ny fampitomboana ny renivola arahin'ny fanohizana mivantana na tsia ireo zo ahafahan'ny Fanjakana mandrotsa-bola mialoha, ny famoahana taratasim-bola azo avadika ho petrabola, ny famaranam-pananana ifanarahana na didian'ny fitsarana ny fanamparana na ny fisarahana.

Tsy voafetra io fitanisana io, nefa na toy inona na toy inona endrin-javatra mitranga ny fampanofana ny fitantanana dia tsy azo heverina fa fisitahan'ny Fanjakana.

Andininy 11 - Ny fanomezana ny lalàna hanao raharaha ho an'ny sarambabe, nohon'ny fandravana antokon-draharaham-panjakana na noho ny tsy fanaovan'ny Fanjakana mivatana asa aman-draharaha ho an'ny sarambabe dia fahefan'ny Governemanta araky ny fanaikana sy ny fandraisana anjaran'ny ministera mpiahy ara-teknika.

Ireo Vokatry ny Fisitahana

Andininy 12 - Araka ity Lalàna ity, ireo vokatry ny fisitahan'ny Fanjakana dia ireo vokatra sisa azo taorian'ny fandoavana tanteraka ny trosa, ny haba amin'ny tombotsanda na ny herim-besatry ny hetra, fandoavana ny saran'ny lany tamin'ny fitsarana, ny saran'ny fanelanelanana.

Andininy 13 - Ireo vokatry ny fisitahan'ny Fanjakana mikasika ireo fandraisany anjara mivantana dia arotsaka ao amin'ny kaonty manokan'ny Tahirim-bolam-panjakana.

Andininy 14 - Ireo vokatry ny fisitahan'ny Fanjakana amin'ireo orinasam-panjakana mikasika ireo fandraisany anjara ankolaka dia mijanona ho fananan'ireo fikambanana mizaka zo aman'andraikitra manana fanamarinan-jo.

Fandaminana araka ny Lalàna ny fisitahana.

Andininy 15 - Ny Governemanta dia miandraikitra ny fitarihana ny politika sy ny fanatanterahana ny fisitahan'ny Fanjakana amin'ny sehatra mahasahana ireo orinasam-panjakana sy ireo asa aman-draharaha ho an'ny sarambabe.

Mba ho fanatanterahana izany, ny fandaminana sy ny fampandehanan-draharahan'ny sekretaria teknika izay manampy ny Governemanta dia ferana amin'ny alalan'ny didim-panjakana raisina eo anivon'ny Filankevitry ny Governemanta.

Andininy 16 - Ankoatr'izany ny sekretaria teknika dia miandraikitra ny fandrindra sy ny fanarahana ireo fizotrin'ny fisitahana.

MOMBA NY TSY FAHAFAHA-MANAO

Andininy 17 - Ireo mambra ao amin'ny sehatra tsy miankina dia tsy afaka miditra ao amin'ny rafitra mpandray fanapahana izy mety ho ajoron'ny ny Governemanta mikasika ny fisitahan'ny Fanjakana nohon'ny mety fahazoany mividy ireo orinasam-panjakana.

Andininy 18 - Tsy afaka mividy fananana na petrabolana ireo orinasam-panjakana isitahan'ny Fanjakana ireo mambra ao amin'ireo ray aman-dreniny, ireo taranany, ary ireo andefimanindry.

Tsy maintsy mametra-pialana amin'ny asany dieny amboalohany izy ireo raha toa ka maniry ny hividy ireo fananan'ireo orinasam-panjakana isitahan'ny Fanjakana.

FIFANOLANANA

Andininy 19 - Ny fifanolanana vokatry ny fisitahan'ny Fanjakana voalaza amin'ity lalàna ity, afa-tsy ny mikasika ny fisitahana nohon'ny raharham-pitsarana dia aroso eo anatrehan'ny mpanelanelana, afa-tsy ireo tafiditra amin'ny fahefan'ny Fitsarana mpanafay.

Andininy 20 - Arak'izany ny asam-pisitahana dia tsy maintsy fepetra ifanarahana.

PORTAGE

Andininy 21 - Ny fandoavan'ny nahazo tolotra ny vidin'ny fananana na petra-bola dia atao tolo-bototra.

Kanefa ireo teratany, olon-tsotra na fikambanana mizaka zo

aman'andraikitra, ireo mpiasa amin'ireo orinasa nisitahan'ny Fanjakana dia mety mahazo mihoatra ny 50% n'ny vola tokony ho aloa sy fe-potoana handoavana ny vola.

Ireo fe-potoana sy fombafomba fandoavana ny vola dia feran'ny lalàna mana-kery .

Andininy 22 - Ny famindramina ny taratasim-pananana dia tsy azo atao raha tsy aorian'ny fandoavana tanteraka ny vidim-pananana.

Ny vokatry ny famokarana sy ny fitantanam-pananana dia iandraiketan'ny mpividy raha vantany vao vita ny famindram-pananana

Andininy 23 - Ny famindrana ny petrabola amin'ireo mpividy dia atao arakaraky ny fandoavana ny petra-bola.

Ny anjara tombom-barotra mifandraika amin'ireo petrabola tsy voaloha dia lasa fananan'ireo mpividy izay tsy omena azy ireo alohan'ny fandoavany ny vidin'ny petra-bola.

Ireo zo hifidy mifandraika amin'ireo petrabola tsy voaloha dia mijanona amin'ny Fanjakana mandra-pahavitan'ny fandoavana ny vidin'ireo petrabola.

Andininy 24 - Ny fombafomba fitantanana ny “portage” izay nofaritan'ireo andininy teo aloha dia ho feran'ny lalàna manan-kery.

FEPETRA SAMIHAFANA

Andininy 25 - Hisy didim-panjakana hamaritra araka izay ilàna azy, ny fombafomba fanatanterahana ity lalàna ity

Andininy 26 - Foana ireo fepetra rehetra mifanohitra amin'ity lalàna ity ka anisan'izany ireo Lalàna laharana faha 96.011 sy 96.012 tamin'ny 13 aogositra 1996 sy ireo didy fampiharana azy ireo

Andininy 27 - Ankoatry ny sehatra mifandraika ity lalàna ity dia ampiharina avy hatrany amin'ireo paika ady ampiasana amin'ny fisitahan'ny Fanjakana.

Andininy 28 - Ny Governemanta no mandray araka izay maha mety azy ireo fepetra ilaina ho fisakanana ireo zavatra rehetra mety hanohitohina ny fampandehanan-draharaha amin'ny orinasa izay nisitahan'ny Fanjakana

Ireo orinasa izay nisitahan'ny Fanjakana dia tsy maintsy maka ny hevitra ny Governemanta amin'ny fivarotana ireo singana amin'ireo fananana mifaka, ny fampanofana ireo singam-pananana amin'olon-kafa, ireo fifanekem-pisamboram-bola hafa ankoatr'ireo filan'ny tahirim-bola enti-mihetsika.

Andininy 29 - Nohon'ny famehana sy arak'ireo fepetra voalazan'ny andininy faha 4 ny hitsivolana laharana faha 62.041 tamin'ny 19 septambra 1962 mikasika ireo fepetra ankapobe ny lalàm-pirenena sy iraisam-pirenena, ity lalàna ity dia manan-kery avy hatrany ary hampahalalaina amin'ny fomba rehetra indrindra amin'ny alalan'ny fampielezam-peo na peta-dridrina ankoatry ny famoahana azy hanan-kery amin'ny Gazetim-panjakan'ny Repoblika.

Hotanterahina izany fa Lalàm-panjakana.

Antananarivo, faha 19 desambra 2003

NY FILOHAN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA,

NY SEKRETERA,

LAHINIRIKO Jean

